Politique Locale

COMITÉ FÉDÉRAL

AUX SECTIONS DU PARTI

de l'arrondissement de Lille

Camarades,

Dans toutes les élections précédentes, nos adversaires opportunistes ont joué ce double jeu : partout où le premier tour les faisait arriver avant nous, ils réclamaient avec énergie le bénéfice de la discipline républicaine, tandis que là où les scrutins nous était favorables, ils s'arrangeaient de façon à favoriser le succès final de la réaction.

Nous n'oublions pas cette élection législative où les socialistes faisaient élire à Tourcoing M. Dron, dont les amis faisaient échouer Lafargue à Lille au profit d'un clérical.

Pour éviter de laisser ROULER le PARTI OUVRIER une fois de plus, il importe que l'action des sections du Parti pour le second tour soit concertée d'un commun accord, et que nos adversaires trouvent devant eux l'armée compacte des socialistes qui saura se faire respecter par sa discipline et son union.

Afin de concerter cette action, les sections sont priées de désigner celle à laquelle ils donneront délégué spécial qui viendra à Lille le lundi 4 mai, à 8 heures, à la Maison du Peuple, où sera examinée la situation générale créée pour le scrutin de ballottage.

Les Sections de Roubaix, de Tourcoing, d'Armentières et de Lille, et, en général, toutes celles où le Parti présente une liste complète, sont instamment priées de tenir le plus grand compte de cette invitation, dont l'importance n'échappera à personne.

Notre union fera notre force.

Pour le Comité Fédéral,

DUPIED, secrétaire.

M. Sever exécuté par le «Progrès»

Nous attendions avec curiosité la réponse du journal de la municipalité au manifeste de la *Fédération des Cercles républicains*.

La réponse est venue, sous la forme d'une exécution en règle de M. le colonel Sever.

Il fallait s'y attendre.

Du moment qu'un citoyen, fût-il le plus modeste, ose opposer son opinion à celle des hommes qui, depuis vingt ans, imposent leur autorité à la République de Nord, [illegible] à des [illegible] et obligations par des [illegible] chimériques,

La collecte du *Progrès* est pleine des attaques et des injures dirigées contre les républicains, qui ont eu le tort impardonnable d'hésiter à reconnaître l'infaillibilité du bon Dieu Gery Legrand et de vivacité et l'aigreur dep [illegible] journal municipal pendant ces dernières années n'ont pas peu contribué à accroître l'impopularité sous laquelle succombera dimanche la municipalité sortante.

C'est M. Sever qui, aujourd'hui, sert de cible aux municipaux ; il fallait s'attendre à le voir comparer à Boulanger, cet autre empêcheur de danser en rond : voilà qui est fait, écoutez plutôt :

On se rappelle, dit le *Progrès*, l'étonnement de Mr. Clémenceau quand, après avoir invité le général Boulanger, en qui il avait vu un ministre de la guerre républicain, jeune, actif, réformateur, il s'aperçut que ce brillant officier général n'était qu'un *ambitieux prétorien*, qu'il fut obligé de [illegible] avec chaleur ceux qui l'avait d'abord soutenu.

Notre déconvenue n'est pas moindre aujourd'hui en ce qui concerne M. le colonel Sever.

Nouveau venu parmi nous, nous avions une sympathie particulière dans le parti républicain, M. Sever, pour toute reconnaissance s'efforce de jeter la division dans nos rangs et de faire le jeu du parti collectiviste.

Guidé à la fois par des *animosités personnelles* [illegible] il serait du [illegible], et pas sans se [illegible] quelques *rêveries chimériques*, M. Sever a cru devoir, au [illegible] de notre discipline, opposer une liste de candidats à la liste républicaine.

M. le colonel Sever voudrait ressusciter *contre la guerre républicaine les procédés boulangistes*. Il ne réussira qu'à [illegible] l'estime et la sympathie de nos anciens amis et qu'à se perdre dans l'opinion publique.

On sait, par les passages que nous soulignons, la colère profonde qui agite les opportunistes de la Mairie. Ah ! s'ils n'avaient pas encore à ménager, en cas d'éventualités inconnues, les membres des cercles que le même article qualifie doucereusement de « braves ouvriers », M. Sever en aurait entendu de belles. Mais il ne perdra rien pour attendre ; on lui fera voir ce qu'il en coûte de toucher à Saint-Géry !

C'est la rédaction en chef du *Progrès* lui-même qui se charge de signaler à M. Sever qu'il s'aplatit à compter sur les amitiés « de la maison », et qui donne à son député des leçons de reconnaissance et de réserve. Voici d'ailleurs l'article de M. Georges Ronsin :

M. Sever sous fait la stratégie pénible et truculente.

Non seulement il n'a pas hésité à heurté nos idées, toutes les amitiés qu'il comptait dans notre maison en il [illegible] et défendu de la façon que chacun sait, mais encore il ne craint pas, pour faire un coup aux collectivistes, de se mettre dans le *Réveil du Nord* une [illegible] [illegible] qu'il réfute à notre adresse.

Si quelqu'un devrait montrer quelque réserve à l'endroit du *Progrès du Nord*, c'est bien, il nous semble, le député de la 2e circonscription de Lille.

[illegible] d'ailleurs [illegible] la dernière période électorale, que le *Réveil*, M. Sever nous [illegible] qu'il pratique exactement [illegible] voilà [illegible] à l'égard de nos concurrents, et l'indépendance du [illegible] de ses amis.

Il aurait pu nous éviter la douloureuse [illegible] de faire publiquement cette double [illegible].

M. Sever est maintenant édifié sur le rôle que lui [illegible]

UN QUI E... LE CAMP

La liste de [illegible] est aujourd'hui moins cléricale qu'hier. M. Brassart n'y est plus !

Cet excellent homme, qui fait bénir des drapeaux et donne des tableaux à l'Eglise St-Michel, n'est trouvé sans doute embêté d'être accusé de républicanisme par le *Progrès*, lui, l'ancien président du comité des candidats de la *Croix* aux élections de 1892.

Son « tempérament » ne lui permet pas de supporter de semblables émotions et il nous apprend, par la voie de la *Dépêche*, qu'il abandonne la lutte et qu'il cesse d'être candidat !

Plus on approche du jour de l'élection, et plus la liste du *Progrès* se désagrège. Hier, M. May ; aujourd'hui, M. Brassart. A qui le calecon !

Cela rappelle le voyage espagnol :

Quand nous partîmes de Cadix,
Nous étions dix
Quand nous passâmes à Irun
Nous étions un
En arrivant à Barcelone
Il n'y avait plus personne.

M. WILLAY

Nous publions aujourd'hui la lettre du *Cercle mixte union républicaine* blâmant son président d'avoir accepté la candidature sur la liste de la municipalité. Ce président c'est M. Willay, c'est le même qui entré au conseil municipal comme radical y est resté comme [illegible].

Pour réparer les perfidies de l'administration des Hospices, le fauche radical d'autrefois a mis une muselière à son opposition.

Encore un auquel le peuple donnera dimanche, son congé, en lui disant : « En voilà assez, je n'aime pas les gens qui me mènent ».

La réunion du Furnimbach

Une réunion clandestine dont le *Progrès* nous sort un long compte rendu, a eu lieu hier au Furnimback.

MM. Ovigneur, Géry Legrand et Gavelle ont daigné s'y rendre pour parler au *populo*.

Mais le *populo* n'est pas venu pour les écouter. Dix-neuf personnes, y compris trois employés municipaux, ont seuls bénéficié de l'éloquence de M. Gavelle, qui, avec le joli toupet que l'on sait, a osé prétendre qu'il était partisan de la couverture de la Basse-Deûle.

Ces dix neuf électeurs n'en sont pas encore remis.

Démentis au " Progrès "

Nous recevons, avec prière d'insérer, la lettre suivante adressée au *Progrès du Nord* par M. A. Tisserand, vice-président de l'Union républicaine :

Lille, le 30 avril 1896.

Monsieur le Rédacteur en chef
au *Progrès du Nord*, Lille.

Dans un article intitulé « La liste Sever », je lis dans le numéro de votre journal pour ce jour que : Deux des présidents des six cercles sont partisans [illegible] républicaine.

Je ne sais [illegible] de l'Union républicaine.

En ce qui concerne le cercle « l'Union républicaine », j'ai l'honneur de vous faire connaître que : dans ses réunions des 20 et 26 courants, il a, à l'unanimité, affirmé son intention de rester, ainsi qu'il l'avait décidé antérieurement solidaire avec le *Comités des Cercles*.

C'est donc contre le gré dudit cercle que M. Willay, président, s'est porté comme candidat sur votre liste.

Je compte, Monsieur le Rédacteur en chef, sur votre impartialité pour insérer la présente protestation dans votre plus prochain numéro.

Recevez, etc.

A. TISSERAND,
Vice-Président de l'Union Républicaine.

***

D'autre part, nous recevons la lettre suivante :

Lille, le 30 avril 1896.

Monsieur le Rédacteur en Chef
du *Progrès du Nord*,

Dans un article intitulé « La Liste Sever », je lis dans le numéro de votre journal paru ce jour que deux des présidents des six cercles sont candidats sur la liste de Concentration républicaine, MM. Nigeon, président de l'Union démocratique de St-Sauveur, et Willay, président de l'Union Républicaine.

En ce qui concerne l'Union démocratique de St-Sauveur, je tiens à vous faire connaître que jamais il n'a consenti à faire partie de la liste de Concentration et que hier encore, dans une réunion extraordinaire, il a affirmé une fois de plus sa ferme volonté de rester à la fédération et a exigé de son président qu'il fasse disparaître de la liste de concentration son titre de Président du Cercle.

Je compte, Monsieur le Rédacteur en chef, sur votre impartialité pour faire insérer la présente protestation dans le plus prochain numéro de votre journal.

Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, mes salutations empressées.

CUFAY,
Secrétaire-adjoint du cercle l'Union démocratique de St-Sauveur.

A LOUER place de la République, vaste palais, spécialement aménagé pour la culture des champignons. — S'adresser chez M. Gavelle, rue Solférino.

LA VOIRIE A LILLE

La question de la voirie dans les grandes villes est une des plus importantes au point de vue de la salubrité publique.

Elle touche à l'assainissement des maisons, des quartiers et des rues, à l'échange d'air au commerce. La salubrité des habitations et la propreté de la voie publique, sont choses indispensables pour éviter les foyers d'infection et les maladies contagieuses. Le logement propre, bien aéré, bien éclairé, spacieux, en un mot le logement salubre contribue à rehausser la vigueur de l'homme bien portant comme il permet aux organismes faibles de s'améliorer et de résister à la maladie.

Dans les grandes agglomérations humaines, il y a plusieurs choses à réglementer. De ces nombre sont la salubrité du logement, l'installation des cabinets et fosses d'aisance, l'approvisionnement en eau pure, l'écoulement des eaux pluviales et ménagères et le dépôt des déchets du ménage sur la voie publique.

Dans les grandes villes où l'on s'efforce d'assurer la salubrité des logements dans les quartiers populeux, où l'on prescrit l'installation de water closets avec fermeture de la cuvette et lavage des appareils d'évacuation au moyen d'une chasse d'eau suffisante où l'on a installé un bon réseau d'égoûts dans lequel il est prescrit de déverser toutes les eaux ménagères et les matières de vidanges, on a vu diminuer les maladies infectieuses et contagieuses dans des proportions considérables.

En Angleterre, grâce à ces mesures, on économisa sur nous à population égale, 150,000 existences tous les ans, c'est-à-dire un véritable capital social. A Londres pri itivement, le système d'égoût se déversait dans la Tamise. Ce moyen est mauvais, il empoisonne les cours d'eau. A Paris, on a suivi l'exemple de Berlin : on a dirigé les égouts collecteurs sur des champs d'épandages où ces eaux d'égouts s'infiltrent dans le sol, se purifient par filtration et restitution tout en laissant leurs détritus à la terre qu'elles fertilisent.

Peut-être y aurait-il, dans l'avenir mieux à tenter encore, je veux dire canaliser, relier les égoûts à des réservoirs extramuros où l'on établirait des Usines d'engrais (à l'aide de la chaleur on concentre et détruit tous les germes infectieux) comme il en existe actuellement un seul à Aubervilliers en face d'un dépôt de la compagnie Richer.

Par ce nouveau système, on arriverait à un double économie.

Nos cultivateurs achètent pour plus de 100 millions d'engrais par an (guano phosphates etc.) qu'ils tirent pour la plupart de l'étranger. L' « usine d'engrais » leur fournirait l'engrais humain, qui est le meilleur après le fumier de nos fermes, à 50 0/0 meilleur marché. La commune vendrait l'engrais comme elle vend l'eau à ses habitants. Collectivisme, dira-t-on ! Peut être.

Dans tous les cas, ce collectivisme de tous au profit de tous vaut bien celui des sociétés capitalistes au profit de quelques gros millionnaires.

Qu'a-t-on fait pour la voirie dans notre ville ?

Lille, cela est connu de tous, est la ville qui a la voirie la plus mal tenue de France. Les rues sont parsemées de fondrières dans lesquelles on risque à chaque instant ou de s'entorser les coude-pied ou les genoux ou bien de se crotter jusqu'à ce que l'homme a perdu. Quand il fait sec, on n'arrose pas ; des nuages de poussières vous aveuglent et vous entrent dans les poumons.

Dans les ruisseaux stagne une boue fangeuse trop souvent délayée dans beaucoup de quartiers non par l'eau, qu'on y voit couler qu'en période électorale, mais par la vidange du vase de nuit.

Dans beaucoup de rues les ruisseaux sont obtrués par des pourritures de toutes sortes. Ci et là, les bouches d'égouts sont plus élevées que les ruisseaux. Le système d'égouts et rudimentaire. La canalisation dans les maisons est à faire dans bien des quartiers. La Basse-Deûle sert d'égout collecteur à ciel ouvert. C'est un cloaque fangeux où se mélangent toutes pourritures.

Allez boulevard Montebello, en face l'Hôpital de la Charité, vous vous rendrez compte de la salété de nos boulevards. Allez dans le Vieux Lille, dans le quartier Saint-Sauveur notamment, allez à Wazemmes, vous verrez des cours où vivent 20, 30, 40 ménages. Ils sont là dans de misérables logements, entassés les uns sur les autres dans des pièces où l'on y fait tout, sans air et sans lumière, sans bonne eau potable, vivant dans une quasi promiscuité, fâcheuse pour tous au point de vue physique, déplorable pour les enfants au point de vue moral. Quand, dans ces cours, éclatent la fièvre typhoïde, le typhus, la diphtérie, la coqueluche, la scarlatine, la [illegible] le même maladie.

Voilà pourquoi il meurt 1 enfant sur 4 à Lille dans la première année de la vie ; voilà pourquoi nous voyons encore des foyers épidémiques de typhus, de scarlatine, de teigne, etc. Voilà pourquoi il y a quelques années la classe pauvre a encore souffert d'une épidémie de variole qui a obligé l'administration à créer un hôpital temporaire dans l'école de la rue Racine. Voilà pourquoi notre population ouvrière est si fortement éprouvée par la tuberculose pulmonaire.

Qu'a fait la municipalité actuelle pour remédier à cet état de choses déplorable ? A-t-elle obligé les propriétaires à mettre les logements, qu'ils louent très chers aux petits employés et aux ouvriers, en règle avec les règlements de la salubrité publique ? A-t-elle obligé les propriétaires des grandes usines ou autres riverains à établir un trottoir le long de leurs propriétés ? Elle a méprisé de percer des rues dans les quartiers populeux pour y amener de l'air, de la lumière et des voies faciles pour les échanges et le commerce.

Elle n'a fait aucun effort pour fournir aux classes laborieuses les maisons hygiéniquement construites et à bon marché. Nous en sont salés et éclairées le soir par des lampions qui ont l'air de lugubres veilleuses. Nous attendons toujours les fontaines et les lavoirs publics, le réseau d'égoûts, la couverture de la Basse-Deûle, etc. Et ce n'est pas qu'on ne dépense rien pour la voirie. L'entretien annuel de nos rues et le curage des égouts et des canaux coûte plus de 400 mille francs.

Partout, notre cité reflète l'incurie de la municipalité actuelle.

Nous venons de le voir pour l'hygiène publique. Il serait facile d'en donner des preuves nouvelles en étudiant les travaux et l'assistance publique.

LES RÉUNIONS ÉLECTORALES

Au Furnimback

La réunion de jeudi matin, au *Furnimback*, rue de la Halle, organisée pour les vieillards des hospices, les commerçants et les ouvriers du Vieux Lille, a réussi au-delà de nos espérances.

Il y avait au moins 150 vieillards hospitalisés et un peu plus d'autres électeurs à la réunion ; la salle était comble.

C'est notre ami Gustave Devernay qui a été nommé président, avec les citoyens Debacker et Nieuport comme assesseurs.

Les citoyens Devernay et Dupiedbœuf, Glasquin ère, conseillers généraux, ont pris la parole et ont été fréquemment et chaudement applaudis.

L'ordre du jour suivant a été mis aux voix et adopté à l'unanimité et par acclamation :

« Les électeurs réunis au Furnimback, le 30 avril, après avoir entendu les orateurs socialistes approuvent le programme du Parti ouvrier, surtout en ce qui attrait aux revendications des hospices et aux revendications du Vieux-Lille et s'engagent à faire triompher la liste du Parti ouvrier le 3 mai prochain. »

La séance est levée ensuite aux cris de : A bas la réaction ! A bas le Sénat ! Vive le Parti ouvrier !

Magnifique réunion.

Chez Moyard

Malgré que faite à la bastille d'Esquermes, dans un endroit retiré, la réunion faite dans l'estaminet Moyard, a eu son succès.

L'estaminet était plein de monde.

C'est notre ami Rouze qui est nommé président et les citoyens Hilbert et Gaudiaux qui sont désignés comme assesseurs.

Nos amis Ringoot et H. Ghesquière, conseiller général, ont pris la parole et ont été très fortement applaudis.

L'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité :

Les électeurs réunis à l'estaminet Moyard, le 29 avril, après avoir entendu les orateurs socialistes, approuvent le programme du Parti ouvrier surtout pour ce qui a trait aux revendications de la Boulieue d'Esquermes et s'engagent à faire triompher le 3 mai prochain, la liste des candidats, qui, par leur bonté à au Sénat et leur énergie dépensée pour la réalisation des réformes sont les plus ardents défenseurs du prolétariat qui ne demandera que par la République sociale.

Une quête faite a produit 3 fr. 55.

A LA MADELEINE

Nos lecteurs ont trouvé dans notre numéro de dimanche matin l'appel adressé aux électeurs par la « Liste de concentration du Parti républicain et du Parti Ouvrier ».

Cette liste de vingt-trois noms comprend en effet quinze candidats du Parti républicain et huit candidats du Parti Ouvrier.

A plusieurs reprises les travailleurs de La Madeleine ont manifesté leur intention d'être représentés dans les corps élus et en juillet dernier leur candidat, obtenait quatre cent voix contre quatre cent vingt-six voix au candidat républicain et cinq cent quarante-huit voix au candidat des ralliés (lisez cléricaux).

Or, malgré l'importance de notre Parti aucune place ne lui a encore été faite dans la Municipalité et les intérêts de la classe laborieuse n'ont jamais été défendus à l'Hôtel-de-Ville.

C'est un véritable déni de justice ; qui va être réparé et le 3 mai prochain nous aurons enfin une Administration républicaine ouvrière, car dans les conditions dans lesquelles la lutte est engagée, le résultat n'est pas douteux ; c'est le succès assuré au premier tour.

La liste de la municipalité sortante n'est composée que de cléricaux ralliés qui vont partager le sort de leur patron Rogez.

C'est qu'en effet nos *honorables* sont en majorité des conservateurs incapables qui ont laissé tout faire à quelques ambitieux aux principes ondoyants, lesquels ont administré la ville pour eux, leurs parents et leurs amis.

Aussi rien n'a été fait pour les quartiers populeux et à part quelques rues habitées par des municipaux ou ayant à leur commerce, l'aspect général de la ville est resté ce qu'il était il y a quatre ans. Et pourtant il y avait à faire et beaucoup pour l'amélioration des quartiers ouvriers, mais nos conseillers étaient des hommes d'affaires et ils ont fait leurs affaires...

En résumé leur besogne peut se résumer en deux mots :

Insuffisance et prétention.

Heureusement cet état de choses va prendre fin : le parti républicain engagé tout vers les réformes démocratiques : au point de vue politique, ses candidats demandent la réalisation de tous les progrès sociaux et économiques par l'évolution pacifique ; au point de vue municipal, la déclaration aux électeurs contient des engagements formels sur des questions intéressant vivement les déshérités de la fortune.

D'ailleurs, les huit camarades qui figurent sur la liste seront là pour réclamer l'exécution des promesses faites et, par hasard, des défaillances se produisaient parmi nos alliés.

C'est donc au cri de :

A bas la réaction ! que nous irons tous aux urnes dimanche prochain.

[illegible]

A EMMERIN

On adresse aux électeurs, le manifeste suivant :

Citoyens,

L'heure du scrutin va sonner : la parole va être aux électeurs.

Le Parti ouvrier a posé ses candidats dans un grand nombre de communes et déjà il marche, à Lille et à Roubaix par exemple à une victoire certaine.

Or, le triomphe du Parti ouvrier dans les grands centres, dans les villes, c'est en même temps le triomphe d'un programme dans lequel sont inscrites les réformes suivantes : introduction dans le cahier des charges pour les travaux de la ville, des clauses réduisant à huit heures la journée de travail, garantissant un minimum de salaire déterminé par le conseil, d'accord avec les corporations.

Ce qui signifie que dans une ville comme Lille par exemple, les terrassiers, les paveurs et les ouvriers du bâtiment trouvent du travail à raison d'une journée normale de huit heures et un salaire plus rémunérateur.

Les paveurs n'auraient certainement pas à se plaindre si, grâce à une municipalité ouvrière lilloise, ils avaient quelques heures de plus de loisir et de liberté et un salaire fixé à raison d'au moins 50 centimes l'heure ce qui leur ferait un salaire minimum de 4 fr. par jour.

Ce serait un rêve-être raisonnable dont profiteraient bon nombre d'entre vous qui travaillez à Lille.

Ce rêve-être vous le devrez évidemment aux administrateurs ouvriers qui siègeront à l'hôtel de ville de la capitale de la région du Nord. Vous avez donc pour devoir de suivre le grand et salutaire exemple des travailleurs des villes ; vous avez, pour montrer que vous n'êtes pas des arriérés, que vous savez faire vos affaires vous-mêmes, que vous savez équilibrer un budget trouver par une sage économie des finances et par une équitable mise en valeur des portions ménagères, des biens communaux, des ressources nécessaires pour secourir le vieillard, l'invalide et le déshérité en un mot les indigents, à nommer un conseil municipal ouvrier qui s'entendra et se fédérera avec les autres municipalités ouvrières et républicaines dans votre intérêt et au profit de ceux d'entre vous qui sont occupés dans les travaux des villes.

Ce programme que nous entendons réaliser n'est pas fait pour vous déplaire et nous entendons le réaliser.

Notre but c'est de vivre en travaillant, en espérant que le bulletin de vote suffira pour n'être pas obligés de prendre le fusil et de faire la guerre civile pour réclamer du pain ou du plomb.

Aux urnes, camarades, pour la liste démocratique, ouvrière et républicaine, aux cris de : Vive la vraie République !

A ROUBAIX

REGRETTABLE POLÉMIQUE

Sous ce titre *l'Avenir* insère : le mort dans l'âme (c'est visible) les vigoureuses épitaphes de MM. Clément Durant et Ch. Gérome à un jeune gommeux rédacteur (!) du *Roubaisien*.

Il s'agit de feu Noyelles — Jules pour les « vieux ».

Dont Jules n'en était pas à M. Clément Durant. Celui-ci n'est certes pas de nos amis politiques, mais tout le monde est unanime à reconnaître à la loyauté républicaine de cet homme qui, depuis des années, [illegible] ses idées.

Jules injurie donc [illegible] M. Clément Durand qui lui riposte dans les termes que voici :

Je disais il y a trois jours, dans l'*Avenir*, que le bête doublait le jeune Jules Noyelles. Il justifie aujourd'hui ce que j'ai dit en expectorant une certaine quantité dans deux colonnes de *Roubaisien* qu'il me consacre. S'il croit que cela me tombe, son erreur est profonde.

Ce polopin était encore à la mamelle, quand déjà j'étais sur la brèche pour défendre la République.

Je me soucie peu de ce qu'il pense à mon égard.

A la suite de ces deux colonnes, il y a dans le *Roubaisien* deux filets qui me sont également consacrés. Ils ne sont pas signés, ils sont donc sous la responsabilité du rédacteur en chef, M. Henri Deschamps.

Ce dernier ayant été chassé successivement du comité radical, de la solidarité et de la ligue républicaine, je lui dénie le droit de parler au nom des républicains roubaisiens.

Quant à son opinion personnelle à mon égard, c'est le cadet de mes soucis.

Clément DURANT.

Mais notre Jules, non content de se « vider » — l'impertinent ! — sur M. Durant, s'en est pris aussi à M. Ch. Gérome qui lui inflige la verte correction suivante, toujours par la voie de l'*Avenir* :

Dans le *Roubaisien*, sous la signature J. Noyelle, je lis un tissu de sottises à l'adresse de M. Durand et une insinuation à mon égard. Il m'est impossible, malgré la ligne de conduite que je m'étais imposée de ne faire aucune personnalité, de ne pas répondre.

Sachez donc, jeune homme, que n'ayant jamais passé d'un camp dans l'autre, n'ayant jamais fait de besogne malpropre, j'ai l'habitude de n'endosser que la responsabilité de mes actes, les affiches qui ont paru, les quelques articles écrits pour la lutte électorale ont été élaborés au sein du comité, chacun a apporté ses idées et c'est leur condamnation que j'ai signée.

Sans être une lumière, j'ai assez de bon sens et d'honneur pour n'être l'homme de paille de personne.

Laissez-nous donc tranquille, jeune homme.

Ch. GÉROME,
Président de la Ligue démocratique.

Ohé ! Jules, où sont tes oreilles ? Ton reste-t-il un millimètre ? Si oui, fais-le voir et les socialistes que tu as « engueulés » comme un charretier que tu es, — mais toujours sous le voile prudent de l'anonymat — se chargent de te débarrasser à jamais de l'appendice qui te fait ressembler à un âne !

Cache-toi donc, valet !

J. N.
(*Rien de l'autre*).

CONSULTATION GRATUITE !

M'autorisant de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, j'avais adressé au *Journal de Roubaix* la réponse que j'ai publiée ici même à une lettre de M. Eugène Motte, lettre insolente et injurieuse que M. Reboux s'était empressé d'accueillir.

Hier matin, j'ai vainement cherché dans le *Journal de Roubaix* l'insertion que la loi me permettait de réclamer. Mais hier soir, j'ai reçu de M. Reboux la lettre explicative suivante :

JOURNAL DE ROUBAIX.

Monsieur le Rédacteur en chef
du *Réveil du Nord* et de l'*Egalité*,
à Roubaix.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Votre droit de réponse ne saurait pas douteux si la lettre dont vous me demandez l'insertion ne contenait à l'adresse de M. Motte des imputations injurieuses et diffamatoires.

Des arrêts très formels des tribunaux, vous le savez, [illegible] insérer une réponse diffamatoire pour un tiers, (par cette excellente raison qu'en l'acceptant, le journal tomberait sous le coup de la loi.

L'un de ces arrêts a même été rendu par la Cour d'appel de Douai dans dans un procès soutenu par moi.

Il m'est donc impossible de vous donner satisfaction.

Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de ma considération distinguée.

Alfred REBOUX.

Pour ne pas citer, dans son journal, la volée de bois vert que j'ai appliquée à son candidat-maire, M. Reboux invoque la loi, se retranche derrière des décisions de Cour d'Appel et prétend que ma réplique à M. Eugène Motte est injurieuse et diffamatoire.

Je ne poursuivrai pas la malignité jusqu'à faire commandement à M. Reboux d'insérer ma lettre. La publicité murale me suffira pour me venger des attaques du Conseiller Général de Wattrelos. Et puis je n'ai pas le tempérament procédurier..

Mais puisque j'ai diffamé M. Eugène Motte ; puisque je l'ai injurié, comment se fait-il que M. Alfred Reboux qui est si « fort en droit » n'ait pas conseillé à sa « tête de liste » de me poursuivre devant les tribunaux ? Probablement parce qu'il a craint, qu'en l'espèce, sa « tête de liste » ne se changeât en « tête de turc ».

Jusqu'à ce jour, M. Reboux nous avait habitué à plus d'impartialité et il faut vraiment qu'il sente la situation de son candidat de prédilection singulièrement menacée pour se soustraire à des devoirs que, naguère, il se faisait un scrupuleux honneur de remplir.

La décision de M. Reboux ne nous indispose nullement. Elle nous peine, à cause de M. Reboux lui-même. — Voilà tout.

G. SIAUVE-EVAUSY.

PROTESTATION

La lettre suivante a été envoyée au *Journal de Roubaix* :

Monsieur le directeur
du *Journal de Roubaix*.

Vous avez reproduit dans votre journal, un article paru dans le *Roubaisien*, sous la signature de M. Deschamps, où il était dit que l'assemblée générale du Parti ouvrier nous avait éliminés comme candidats aux élections municipales et que, de colère, nous étions décidés à créer une liste intitulée « Liste du véritable Parti ouvrier » où nos noms auraient figuré.

C'est un mensonge et une fumisterie. L'assemblée générale du Parti ouvrier n'a pas eu à voter sur nos noms, car nous avons déclaré préalablement ne pas vouloir accepter de candidature.

Il faut avoir la mauvaise foi et le cynisme de M. Deschamps pour déclarer que notre intention est de créer une liste à côté de celle du Parti ouvrier.

Nous déclarons ne pas être candidats et nous invitons tous les socialistes, tous les républicains à voter pour la liste du Parti Ouvrier toute entière sans faire aucune rature.

Et nous avertissons ceux qui se serviraient de nos noms pour tromper le corps électoral, que nous sommes disposés à les traduire devant les tribunaux.

Agréez, etc.

L. BAILLEUL, H. HELYNCK.

***

Le citoyen V. Renard, vient d'adresser une lettre rectificative au *Journal de Roubaix*, conçue en ces termes :

Monsieur le directeur du *Journal de Roubaix*,

Dans votre numéro de mercredi matin, vous reproduisez un article du *Roubaisien*, qui est du [illegible] qui sortent des [illegible] qui vous renverserai du siège de magistrat que vous avez si indignement occupé, M. Hurez, avec vos copains Becq et Bernard ? Il vous dira : Nous en avons assez de votre administration despotique. L'esclavage, la terreur, l'espionnage n'ont que trop longtemps régné ici. Quoi, vous voudriez encore vous faire considérer comme des idoles devant qui nous nous mettrions à genoux !

Illusion ; vous êtes trop petits, et à vos côtés près, nous nous vantons de valoir au moins autant que vous. Nous ne faisons aucun cas de ces travaux, payés de nos poches, par lesquels vous avez cru vous faire un grand nom. Nous nous sentirons longtemps de notre part dans la carte à payer que vous allez laisser à vos successeurs. Et pendant ce temps, nos enfants ne trouvent plus de places dans les classes qui ne sont que des taudis, les maîtres et les maîtresses y sont très mal logés. Et cependant vous avez arrangé une belle mairie, Landrieux y a le confortable, votre fidèle et votre alter ego Lenfant un siège solide.

Vous avez fait, au poids de l'or, des trottoirs partout, mais pas d'urinoirs publics si utiles pourtant. N'ai-j'ignore que les faveurs que vous avez pu distribuer ont toujours été surtout pour ceux qui se montraient réactionnaires et qui savaient s'aplatir devant vous. Les francs républicains, pour vous étaient bons à jeter aux aux chiens.

Et bon nombre en ont malheureusement été. Oserez-vous donc dans votre profession de foi parler de vos actes et de votre justice. Gardez-vous en surtout, car le mot de trompeur serait sur toutes les lèvres. Vous ne serez pas cru davantage, et vous profanez encore le beau mot de républicain, en l'appliquant à vos opinions. Il est vrai que vous y ajoutez l'épithète de conservateur.

Mais, pour une fois, soyez-donc sincère et dites-vous tout simplement rallié, ce qui équivaut, on le sait, à réactionnaire par sang. Plusieurs même de vos conseillers, Becq, Ramon, Lewalle, etc., etc., frémissent encore quand vous les associez malgré eux, à votre titre de républicain conservateur.

Il y a du vrai cependant, vous êtes conservateur de vos rancunes, de vos vieilles habitudes dictatoriales, et de la haine traditionnelle du Conseil d'Hénin pour les idées et pour les œuvres de progrès. Voilà ce que vous répondra le suffrage de dimanche qui vous remplacera, vous et les vôtres, par des hommes droits et loyaux, principes démocratiques fermes et désintéressés.

PARIS.

RÉUNIONS PUBLIQUES

A ROUBAIX

Samedi 2 mai, à 8 heures 1/2 du soir, estaminet de l'Amiteuse, rue Fontenelle, 6, réunion électorale avec le concours assuré des citoyens Gustave Devernay et Henri Samson, membres du Parti ouvrier.

Samedi 2 mai, à 8 heures 1/2 du soir, estaminet du Père Lachaise, faubourg du Sud, avec le concours assuré des citoyens Louis Bazot, conseiller prud'homme et H. Ghesquière, conseiller général.

— Samedi 2 mai, au théâtre Deschamps, à 8 hr. 1/2, réunion publique et contradictoire avec le concours de Clovis Hugues, député de la Seine et Emile Moreau, ancien député.

— Le même jour et à la même heure, réunion publique à la Paix avec le concours de Siauve-Evausy.